

Vive la résistance palestinienne ! Arrêt immédiat de l'offensive d'Israël à Gaza ! En finir avec le sionisme et l'État colonial ! Palestine socialiste !

Israël massacre les Palestiniens de Gaza

À partir du 27 décembre 2008, un terrorisme d'État s'est déchaîné contre les habitants de la bande de Gaza qui vivaient déjà pour la plupart une existence précaire. Le 3 janvier, les chars et les troupes israéliennes sont entrées dans la bande de Gaza, après huit jours de bombardements intenses, de terre, de mer et de l'air sur ce petit territoire très dense où est enfermé un million et demi de personnes. Pour empêcher les témoignages sur ses actes ignobles, l'armée israélienne a interdit aux journalistes et aux diplomates d'entrer à Gaza. Le 15 janvier, elle a bombardé l'immeuble abritant les bureaux de plusieurs médias dont l'agence Reuters, les télévisions Fox, Sky ainsi que les chaînes Al-Arabiya et MBC.

Prenant prétexte de quelques tirs de roquettes artisanales, une armée suréquipée intervient une fois de plus en dehors de son territoire, en particulier dans les quartiers les plus pauvres. Auparavant, elle avait détruit une grande partie des infrastructures : tous les locaux administratifs mais aussi une université, des écoles, des routes, une clinique... Elle aurait tué 1 000 Palestiniens et en aurait blessé plus de 4 500. Les hôpitaux sont débordés alors qu'ils sont dépourvus de moyens. L'armée sioniste en a bombardé plusieurs, ainsi que des mosquées, le bâtiment de l'agence de l'ONU pour les réfugiés (15 janvier), une école de l'ONU (6 janvier) et un convoi d'aide alimentaire de l'ONU (9 janvier). Le message d'Israël est que les Palestiniens ne peuvent bénéficier d'aucune protection et n'ont aucun espoir d'échapper à la barbarie.

Pour préparer son nouveau massacre, Israël avait accentué son blocus criminel, avec la complicité du gouvernement Moubarak d'Égypte qui avait fermé sa frontière à Rafah. Le gouvernement de coalition dirigé par Olmert, un personnage convaincu de corruption, a opéré avec le soutien explicite de l'administration Bush et celui, implicite, de Barack Obama, d'après une entrevue accordée par son conseiller alors que le futur président jouait au golf à Hawaï :

Eh bien, il est certain que le président élu est conscient qu'il existe une relation particulière entre Israël et les États-Unis. C'est un lien important, une relation importante. Et il compte la respecter... Il est évident que cette situation s'est encore compliquée ces deux derniers jours, voire ces dernières semaines. Le Hamas ayant repris les tirs de roquette, Israël a riposté. (David Axelrod, CBS, 28 décembre 2008)

Pour le porte-parole d'Obama, Israël n'a fait que riposter. C'est aussi la position du président français, Nicolas Sarkozy.

Israël repose sur la colonisation et engendre inévitablement la guerre

Prétextant de l'extermination des Juifs d'Europe par le nazisme, les sionistes, qui n'avaient jamais préconisé la lutte contre le fascisme, ont recouru après la Seconde guerre mondiale au terrorisme en Palestine (Shamir, Begin...) et en ont conquis une grande partie par la violence : plus de 500 villages ont été détruits, 700 000 personnes chassées (Nakba). L'ONU a entériné la colonisation en 1948, avec l'approbation de l'État américain qui avait refusé l'entrée aux réfugiés juifs d'Europe persécutés par les nazis, de l'État français qui avait aidé les nazis à déporter les Juifs vers les camps de la mort, de la bureaucratie de l'URSS qui allait lancer une campagne antisémite qui n'allait s'arrêter qu'avec la mort de Staline.

L'État fondé par les sionistes a transformé une petite partie des Juifs du monde en oppresseurs. Il a transformé les habitants arabes de la Palestine et leurs descendants

- en citoyens israéliens victimes de l'apartheid,
- en habitants de deux ghettos séparés par Israël (la minuscule bande de Gaza et une partie de la Cisjordanie) qui sont sous sa menace militaire permanente,
- en réfugiés opprimés dans des camps mal tolérés par les États bourgeois arabes du voisinage où ils ont partout été massacrés par la réaction arabe à un moment ou un autre (celle de la Jordanie, de la Syrie, celle du Liban).

Israël est une société capitaliste, aux fortes inégalités, avec des traits militaristes, cléricaux et racistes. Israël reçoit une aide militaire colossale des États-Unis (qui y voit un atout contre toute menace révolutionnaire au Proche-Orient) et s'est même dotée de l'arme nucléaire, avec l'aide de la France (aujourd'hui, 100 à 200 têtes nucléaires) Israël édifie dans les « Territoires de l'Autorité palestinienne » un mur qui confisque davantage de terres et étouffe l'économie des territoires. La colonisation se poursuit à Jérusalem et en Cisjordanie. Chaque année, des centaines de Palestiniens sont tués par l'armée occupante, des milliers sont arrêtés, des

centaines de milliers sont humiliés.

Toute l'expérience prouve que la coexistence de deux États qui seraient égaux (résolution 1397 de l'ONU, accord d'Oslo) est une supercherie, puisque, en pratique, l'un d'entre eux (Israël) étouffe l'économie de l'autre (les Territoires de l'Autorité palestinienne), grignote son territoire, enlève et séquestre ses ressortissants, lui mène des guerres périodiques non déclarées : en 2001, en 2002, en 2006 et en 2009. Israël a aussi envahi le Liban de 1996 à 2000, puis de nouveau en 2006.

Dans les pays impérialistes, les directions syndicales corrompues, les partis issus du stalinisme, les partis sociaux-démocrates ont soutenu leur bourgeoisie et appuyé les Accords d'Oslo et les résolutions de l'ONU. Alors que certains épigones de feu la 4^e Internationale, surtout dans les pays dominés, ont capitulé devant l'islamisme (SWP de Grande-Bretagne, OACL du Liban, MST d'Argentine, PT d'Algérie...), la plupart des organisations pseudo-trotskyistes des pays impérialistes ont entériné la colonisation sioniste (LO de France, LCR de France, SA de Grande-Bretagne, SL des États-Unis...).

La seule solution est d'ordre politique : elle passe par la reconnaissance des droits des Palestiniens à disposer d'un État souverain et viable. (LCR, Communiqué, 6 janvier 2009)

En ce qui nous concerne, nous sommes pour l'existence d'un État palestinien et nous ne sommes pas pour la destruction de l'État d'Israël. (Lutte Ouvrière, 31 janvier 2003)

L'impasse du nationalisme arabe et de l'islamisme

Les Palestiniens ont jusqu'à présent été trompés par des organisations contrôlées par la bourgeoisie palestinienne, soumises aux États voisins (Égypte, Iran, Irak, Syrie...). À cause des trahisons de la bureaucratie de l'URSS et de la subordination à la bourgeoisie locale des partis « communistes » d'Israël (Maki) et de Palestine (PCP) ainsi que des autres partis staliniens du Proche-Orient, les Palestiniens n'ont jamais eu un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste capable de diriger la lutte nationale en s'appuyant sur la classe ouvrière et la paysannerie pauvre de toute la région.

Quand la Palestine devint un véritable foyer révolutionnaire à la fin des années 1960, toutes les composantes de l'OLP (Fatah, FPLP, FDLP...) se fourvoyèrent dans le terrorisme petit-bourgeois (détournement d'avions, assassinat de sportifs...), tout en refusant de lutter pour le renversement révolutionnaire des régimes arabes voisins, tous défenseurs du capitalisme et ennemis de la classe ouvrière. Le résultat fut que les troupes de la monarchie de la Jordanie, la soldatesque du régime nationaliste « progressiste » (Baas) de la Syrie et les phalanges fascistes du Liban ont, à tour de rôle, écrasé les combattants palestiniens et massacré les réfugiés des camps.

Quand les masses palestiniennes, incluant les femmes et les jeunes, se soulevèrent spontanément en décembre 1987 (Intifada), l'OLP au lieu d'armer les masses et d'en appeler aux travailleurs d'Égypte et de Jordanie, s'engagea vers la reconnaissance d'Israël. Elle y fut poussée par l'URSS qui multipliait alors les concessions aux États-Unis :

Au cours d'une réunion au Kremlin avec Yasser Arafat, le Président de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Gorbatchev a mentionné les droits d'Israël à plusieurs reprises dans les termes suivants, d'après l'Agence Tass : « Le peuple palestinien a le droit à l'autodétermination au même titre que le peuple d'Israël ». (The New York Times, 11 avril 1988)

Sur la base des défaites successives des Palestiniens, de la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, les États-Unis, les autres puissances impérialistes et le régime égyptien de Moubarak ont, au nom de l'ONU, exigé la reconnaissance d'Israël. En 1993, à Oslo, en échange d'un État croupion, Arafat et le Fatah ont capitulé devant l'impérialisme puis abrogé la « Charte palestinienne » en 1996. Le FPLP et le FDLP sont restés membres de l'OLP aux côtés du Fatah après cette trahison historique.

De là, date l'essor du Hamas (ex-Frères musulmans), un parti clérical et raciste qui refuse toute présence de Juifs en Palestine (alors qu'il y en a toujours eu) et qui s'est montré plus efficace en réprimant les femmes, les travailleurs et les jeunes dans la bande de Gaza que contre l'armée sioniste. En fait, le parti clérical accepte aussi la colonisation de la plus grande partie de la Palestine, à condition qu'elle soit limitée aux frontières de 1967.

« Nous acceptons un État palestinien dans les frontières du 4 juin 1967... » a affirmé Mechaal à Damas. Il répondait ainsi aux propositions de Jimmy Carter. L'ancien président américain a entrepris la semaine dernière une tournée au Proche-Orient visant à convaincre le Hamas de soutenir les négociations de paix israélo-palestiniennes. (Le Figaro, 24 avril 2008)

Le cléricalisme musulman a joué un rôle criminel et sanglant dans la partition de l'Inde en 1947. Les années suivantes, il a partout servi de force d'appoint à l'impérialisme contre les régimes nationalistes qui tentaient de desserrer l'étreinte de l'impérialisme et de développer leur économie capitaliste : les bandes armées islamistes ont servi d'auxiliaires à la CIA en Iran en 1953, en Irak en 1958, en Indonésie en 1965, en Afghanistan en 1979. L'usure du nationalisme bourgeois, la capacité du clergé à prendre la tête des masses iraniennes en 1979 puis à contenir et écraser la révolution, l'effondrement de l'URSS, ont donné aux mouvements politiques islamistes une autorité grandissante.

De même, le Hamas (qui s'appelait alors Frères musulmans) a pendant des années été encouragés par le sionisme pour contrer l'OLP. Quand Israël occupait Gaza, dans les années 1970, Sharon a même financé la

construction de mosquées par les Frères musulmans de Ahmed Yassine. Le Hamas est financé par le régime capitaliste et réactionnaire d'Arabie saoudite, allié des États-Unis, oppresseur des femmes, exploiteur ignoble de travailleurs immigrés (dont des Palestiniens) et par le régime capitaliste et clérical d'Iran qui a soutenu l'intervention impérialiste en Irak, qui opprime ses minorités nationales (en particulier les Kurdes), qui réprime les grèves ouvrières et qui propage l'antisémitisme.

Les roquettes tirées par le Hamas à partir de Gaza visent la population civile d'Israël car leur but est de faire pression sur le gouvernement israélien. Ces dernières années, les milices du Hamas, du Fatah, du FPLP ont aussi recouru à des attentats suicides contre la population civile juive au lieu d'armer la population palestinienne et de mobiliser les travailleurs égyptiens, libanais, jordaniens, syriens... contre l'armée sioniste et contre les régimes arabes complices.

Tant le Fatah d'Abbas que le Hamas de Mechaal sont incapables d'en appeler aux travailleurs juifs ainsi qu'aux travailleurs arabes, perses, turcs, kurdes de la région, car ils sont tous deux des défenseurs de la propriété privée des capitalistes et des grands propriétaires fonciers. Par conséquent, le Fatah proclame l'unité de tous les Arabes, le Hamas proclame l'unité de tous les musulmans, alors que les bourgeoisies arabes et musulmanes sont subordonnées à l'impérialisme, donc réduites à l'impuissance devant l'État sioniste qui en est le relais local.

Pour le front unique ouvrier en défense des Palestiniens

Il n'y a aucune égalité entre un État qui colonise, qui bloque, qui bombarde et qui envahit et un peuple opprimé qui se défend tant bien que mal. Aucune confiance ne peut être accordée à l'ONU qui a reconnu la colonisation dès 1948, aux États-Unis (qui financent et qui arment Israël), à l'Union européenne (dont les principaux membres fournissent des armes à Israël), ni à l'Égypte, au Qatar, à la Turquie qui sont complices d'Israël par le biais de leur soumission aux États-Unis.

De nombreuses manifestations de sont déroulées en Amérique, Europe, en Asie et en Afrique. Elles ont été violemment réprimées en Jordanie et en Égypte. Plusieurs milliers de citoyens d'Israël ont courageusement protesté le 3 janvier à Tel Aviv et à Sakhnin.

Pour défendre les Palestiniens, les travailleuses et les travailleurs doivent exiger la solidarité urgente et effective de toutes les organisations ouvrières de tous les pays pour manifester en Israël même et devant les ambassades d'Israël du monde entier, pour la cessation immédiate de l'intervention militaire, pour empêcher les livraisons d'armes à Israël, pour fournir nourriture, médicaments et équipements à la population, pour aider par tous les moyens les combattants palestiniens :

- Retrait immédiat des chars et des troupes israéliennes ! Arrêt immédiat des bombardements de Gaza ! Levée du blocus de Gaza et de la Cisjordanie !
- Destruction du mur de l'apartheid ! Libération de tous les prisonniers palestiniens !
- Aucune arme, aucune aide militaire à Israël ! Retrait des troupes impérialistes du Liban et d'Irak ! Cessation des menaces impérialistes envers l'Iran et la Syrie !

La meilleure aide aux Palestiniens est la lutte pour renverser le gouvernement belliciste d'Israël et les gouvernements qui, aux États-Unis, en Europe, au Proche-Orient, soutiennent l'État sioniste.

Pour une Palestine unifiée, laïque, multiethnique, par la révolution socialiste au Proche-Orient

Pour que les travailleurs hébreux puissent mener leur lutte de classe contre leur propre bourgeoisie, pour qu'ils puissent réaliser l'unité avec les travailleurs arabes d'Israël, pour qu'ils puissent se constituer comme classe, ils doivent rompre avec le colonialisme sioniste et reconnaître les droits des Palestiniens.

La fin de l'oppression nationale dont sont victimes les Palestiniens passe par le renversement de l'État sioniste. La fin des guerres, du racisme, le droit au retour de tous les réfugiés, l'égalité des droits pour tous ceux qui veulent vivre en Palestine, Juifs et Arabes, hommes et femmes, chrétiens, israéliens, musulmans et athées, passe par l'instauration d'une Palestine laïque, multiethnique sur tout le territoire de la Palestine. Une telle Palestine ne pourrait naître que sous la forme d'un État des ouvriers et des paysans, parce que la seule classe capable d'accomplir cette œuvre historique est le prolétariat, parce que la seule méthode est la révolution socialiste et que la seule perspective viable pour une telle Palestine est la mise sur pied de la Fédération socialiste du Proche-Orient.

Pour cela, il faut que les travailleuses, les travailleurs et les jeunes arabes de la Palestine occupée et des « Territoires » rompent avec le Fatah et le Hamas, qui les ont trahis ou qui les trahiront, pour construire un parti ouvrier révolutionnaire. Un tel parti permettra à la classe ouvrière palestinienne de prendre la tête de la lutte nationale, d'attirer les travailleuses et les travailleurs hébreux qui rejettent le sionisme, de nouer des liens, par une internationale ouvrière révolutionnaire, avec les travailleuses et les travailleurs d'Égypte, de Syrie, de Jordanie, Turquie, d'Iran, d'Irak pour ouvrir la voie de la révolution socialiste et aussi avec ceux de Grande-Bretagne, des États-Unis, d'Allemagne, de France, de Grèce, d'Italie, d'Espagne... pour paralyser l'impérialisme et le renverser.

Prolétaires de tout le Proche-Orient, unissez-vous !

14 janvier 2009

Colectivo Revolución Permanente en el Perú, Pérou
Groupe Bolchevik, France
Gruppe Klassenkampf, Autriche